rez-vous d'ajouter d'un autre côté, dans le seul but de vous faire connaître l'opinion, ce que disent d'éminents prêtres de diverses parties du pays : " Que Votre Grandeur étant placée par son âge, ses qualités, ses antécédents et les circonstances à la tête des vrais Catholiques du pays, si elle négligeait la défense de l'Eglise du Canada dans cette malheureuse époque, elle aurait une effrayante responsabilité devant Dieu et devant les hommes." Je ne sais si Votre Grandeur voit les choses de cette manière, mais voilà l'attente universelle des catholiques du pays dans la lutte actuelle sur la part que vous devez prendre, et ce que l'on dit bien positivement de la responsabilité qu'elle entraîne.

Quand à moi je suis bien persuadé que si vous ne marchez en tête de la phalange catholique contre les libéraux tant de *haut* que de *bas* étage, les défenseurs de l'Eglise se décourageront en grand nombre, et que la cause de Dieu en Canada sera extrêmement compromise sinon entièrement perdue. Et je comprends depuis longtemps que c'est pour cela que l'on fait tant d'efforts de toutes sortes pour paralyser votre action.

Le second point de la défense, c'est la coopération du clergé. Cette coopération ne serait point d'absolue nécessité si les Evêques étaient parfaitement unis pour combattre l'ennemi commun, c'est-à-dire le libéralisme. Mais les uns le favorisent à l'encontre des autres ; et de plus le crédit des Evêques ultramontains est ruiné à Rome par les intrigues des libéraux.

Il ne faut donc pas négliger ce second et puissant moyen. On a beau dire que c'est aux Evêques à instruire la Cour Romaine ; cela ne remédie pas au mal. Si le mal était étranger au corps des Evêques, comme le protestantisme par exemple, à la bonne heure on s'adresserait aux Evêques ; mais le mal prend sa force principalement parmi les Evêques. Il n'est pas du tout rationnel, ni prudent pour remédier à un mal, de s'adresser à ceux qui ne veulent pas le voir ou qui s'obstienent à le favoriser. Sans doute il ne s'agit pas ici des Evêques ultramontains.

Le danger que nous courons est des plus grands, et vient des mauvaises doctrines. Le Clergé inférieur, présent sur les lieux, voit mieux que tout autre les ravages qu'exerce le libéralisme parmi le troupeau, et il a le droit légitime de représentations. Quel mal s'il s'en sert pour prévenir une catastrophe, en le faisant respectueusement ? Le Clergé est intimement et universellement convaincu que la direction imprimée par l'Archevêque et le Délégué Apostolique nous mène rapidement à la révolution. N'est-ce pas un devoir et un devoir des plus graves pour lui, en face d'un pareil péril, de s'adresser aux Supérieurs de ces dignitaires ? L'amour de l'Eglise, des âmes et de la patrie même terrestre doit passer avant l'amour des personnes, des individualités, et avant la crainte de blesser l'amour propre de quelques dignitaires ; car il n'y a que l'amour propre qui court risque d'être blessé par les représentations du clergé. L'inten-